



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Fourniture et gestion d'abonnements à des périodiques imprimés et/ou électroniques, français et étrangers, pour le compte de l'Ecole nationale supérieure des Arts Décoratifs

Référence du marché : 2025AC000002

Procédure : la procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R.2123 -7 du Code de la commande publique.

Type de contrat : Accord-cadre à bon de commande conformément aux articles L2125-1 et suivants du code de la commande publique et aux articles R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique.



SOMMAIRE

Article 1 - Présentation de l'acheteur :	3
Article 2 - Objet de la consultation :	3
Article 3 - Conditions de la passation du marché	4
Article 4 – Pièces constitutives du marché.....	5
Article 5 – Contenu des prestations	5
Article 6 – Suivi du marché	6
Article 7 – Modalités d'exécution du marché.....	7
Article 8 – Dispositions financières	12
Article 9 – Assurance.....	16
Article 10 – Sous-traitance.....	16
Article 11 – Dispositions environnementales.....	16
Article 12 – Pénalités	17
Article 13 - Dispositif de vigilance	17
Article 14 – Modification en cours d'exécution du marché.....	18
Article 15 – Conditions de résiliation du marché	19
Article 16 – Règlement des différends	19
Article 17 – Dérogation au CCAG-FCS	19



Article 1 - Présentation de l'acheteur :

L'École nationale supérieure des Arts Décoratifs est un établissement public administratif d'enseignement supérieur relevant du ministère de la Culture, qui a pour mission la formation de haut niveau, artistique, scientifique et technique d'artistes et de designers, ainsi que la recherche.

Lieu de foisonnement intellectuel, créatif et artistique depuis plus de 250 ans, l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs propose dix spécialisations : Architecture intérieure, Art-Espace, Cinéma d'animation, Design graphique, Design objet, Design textile et matière, Design vêtement, Image imprimée, Photo-Vidéo, Scénographie.

L'école accueille plus de 800 étudiants, français et étrangers.

Article 2 - Objet de la consultation :

Le présent marché a pour objet la fourniture et la gestion d'abonnements à des périodiques imprimés, électroniques ou, le cas échéant, couplés papier-électronique, français et étrangers, ci-après dénommées « les prestations », pour le compte de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs.

La collection de périodiques de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs couvre essentiellement les arts et arts appliqués, avec une majorité de titres spécialisés dans les domaines suivants : architecture, décoration, beaux-arts, art contemporain, graphisme, typographie, illustration, design, mode, textile, photographie, cinéma, spectacle vivant, scénographie.

Y figurent également des publications généralistes relevant de l'actualité (quotidiens notamment) et des périodiques relevant des sciences humaines et sociales, des sciences exactes, de la culture au sens large.

La quasi-totalité des périodiques mentionnés ci-avant est destinée aux étudiants, professeurs et personnels de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs usagers de la Bibliothèque, ainsi qu'à tous les publics extérieurs à l'École se rendant à la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs.

S'y ajoute un petit nombre d'abonnements destinés aux services administratifs de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs.

La liste des périodiques auxquels l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs est à ce jour abonnée figure dans l'annexe financière « bordereau des prix unitaires » (annexe n°1) de l'acte d'engagement.



Sont exclus du présent marché les bases de données et les bouquets électroniques, ainsi que les abonnements électroniques fournis séparément au pouvoir adjudicateur – directement par l'éditeur ou dans le cadre d'une commande mutualisée regroupant plusieurs établissements.

Article 3 - Conditions de la passation du marché

Mode de passation du marché :

Ce présent marché est passé suivant une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.

Nature et forme du marché :

Le présent marché est un accord cadre à bon de commande soumis aux article L2125-1 et suivant du code de la commande publique et aux articles R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique, limité a un maximum de 50 000 € HT maximum.

Le marché est exécuté par émission de bons de commande successifs, selon la survenance des besoins.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire du marché. Ils précisent le détail et la quantité de prestations souhaitées.

Le titulaire du présent marché est soumis à une obligation de résultat.

Décomposition en lots :

Le présent accord-cadre portant sur des prestations homogènes ne fait pas l'objet d'un allotissement.

Durée du marché :

La durée du marché est d'un an à compter de sa date de notification et, reconductible 3 fois de manière tacite par le pouvoir adjudicateur sans que la durée globale du marché n'excède 48 mois.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur devra respecter un délai de préavis de trois mois avant la date d'achèvement de la période en cours.

Variantes et tranches optionnelles :

Aucune variante ni aucune tranche optionnelle n'est prévue au titre de la présente consultation.



Interlocuteurs :

Pour l'exécution de cet accord-cadre, l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs est représenté par la direction des services de l'École :

- Pouvoir adjudicateur : Directeur.ice de l'établissement ou son.sa représentant.e
- Suivi technique des prestations : cheffe du service de la Bibliothèque de l'école nationale supérieure des Arts Décoratifs :
- Suivi administratif et financier du marché : chef.fe du service des finances et des achats de l'établissement et/ou son adjoint.e

L'entreprise ou le groupement d'entreprises est désigné dans l'ensemble des documents par le terme "le Titulaire".

Article 4 – Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ou ARTRI1) accompagné de ses annexes
 - Annexe financière « bordereau des prix unitaires » (Annexe N°1).
 - Annexe technique « cadre de réponse technique » (Annexe n°2)
- Le présent CCP à accepter sans modification daté et signé
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fourniture et de services, approuvé par l'arrêté du 21 mars 2021

Article 5 – Contenu des prestations

Les prestations englobent les services suivants :

- la passation des ordres d'abonnement et le paiement des éditeurs et diffuseurs, incluant la centralisation et la passation de toutes les commandes ;
- la gestion des commandes et le suivi des livraisons ;
- la gestion et le suivi des réclamations ;
- la gestion et la résiliation des abonnements ;
- la gestion des accès en ligne pour les titres électroniques et couplés papier-électronique ;
- la transmission gratuite, chaque année, d'un récapitulatif complet des abonnements en cours et des avoirs ;
- les informations bibliographiques et éditoriales relatives aux éventuelles modifications affectant les abonnements en cours : reprises, changements de titre, de périodicité, d'éditeur, de support, d'ISSN, de modalités d'accès aux versions en ligne, numéros spéciaux, etc. ;



- la mise à disposition gratuite, dès notification du marché, d'un site web sécurisé présentant au minimum les fonctionnalités suivantes : identifiant et mot de passe personnels pour chaque utilisateur ; recherche multicritères de titres ; affichage des tarifs en vigueur HT avec indication du taux de TVA applicable ; modules permettant le suivi des abonnements (calendrier de parution obligatoire pour tous les titres le permettant, livraison, facturation, etc.) ainsi que la saisie et le suivi des réclamations. Le statut des réclamations en ligne doit être clair, et les tickets ne sont pas clos par le prestataire sans avis favorable du client.
Une formation gratuite des personnels concernés à l'utilisation de cet outil est comprise dans la prestation.

Article 6 – Suivi du marché

Pouvoir adjudicateur :

Pour la conduite opérationnelle le pouvoir adjudicateur est représenté par le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs, à travers les personnes suivantes :

- 1) la personne responsable des périodiques au sein du service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs
- 2) la personne responsable du service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs.

Titulaire :

Suivi contractuel : Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification du marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Suivi opérationnel : Le titulaire désigne nommément un correspondant permanent, parlant et écrivant français couramment, écrivant et lisant l'anglais couramment (de nombreux titres paraissant à l'étranger), chargé du suivi opérationnel du marché. Un CV complet du correspondant sera fourni par le titulaire.

L'acheteur public se réserve la possibilité de demander le remplacement du correspondant si celui-ci s'avère défaillant dans la bonne exécution du suivi ; le titulaire dispose de 30 jours calendaires pour proposer un remplaçant. La décision de récusation ou de remplacement prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

Lorsque la personne désignée comme correspondant permanent n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, de manière permanente ou temporaire, le titulaire doit :



- En avisant sans délai le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs un remplaçant (permanent au cas où la première personne désignée ne serait plus en mesure d'accomplir sa tâche de manière permanente) disposant de compétences au moins équivalentes, dont il communique le nom, les titres et les coordonnées dans un délai de huit jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur si celui-ci ne le refuse pas dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Une réunion de suivi d'exécution des prestations peut éventuellement être organisée chaque année, à la date anniversaire du marché, afin de dresser les conclusions sur l'année écoulée.

Article 7 – Modalités d'exécution du marché

Lancement

Dès la notification, l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs organise une réunion de cadrage visant notamment à récapituler avec le titulaire l'ensemble des prestations demandées et les moyens d'exécution des prestations.

Commandes

a/ Le titulaire s'engage à reprendre le portefeuille d'abonnements de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs en cours en 2025, année de notification du marché, comme suit :

- prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la reprise des abonnements arrivant à échéance le 31 décembre 2025 à partir de la date du 1er janvier 2026 ;
- prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la reprise des abonnements dont l'échéance intervient entre la notification du marché et le 31 décembre 2025.
- reprendre les anciens numéros d'abonnements attribués par les éditeurs ;
- gérer les abonnements en cours avec alignement de leur échéance au 31 décembre de chaque année, sous réserve d'acceptation par les éditeurs concernés ;
- effectuer les démarches nécessaires auprès des éditeurs afin d'éviter toute interruption de livraison ;
- effectuer le suivi des échéances.

Dès le marché notifié, le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs envoie au titulaire la liste récapitulative des abonnements à prendre en charge à compter de la notification du marché.



Dans un délai de 8 jours maximum après cet envoi, le titulaire adresse au service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs, sous forme imprimée et électronique, la liste des abonnements qu'il prend en charge, assortie des tarifs prévisionnels basés sur l'annexe financière « bordereau des prix unitaires » (annexe n°1 de l'Acte d'engagement).

Le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs renvoie au titulaire cette liste vérifiée et validée, qui vaut bon de commande.

b/ Concernant le renouvellement des abonnements, pour chaque année N à compter de l'année 2026, le titulaire s'engage à fournir une liste récapitulative au plus tard le 10 juillet au service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs. Cette liste alphabétique précise toutes les commandes d'abonnements souscrites, avec les indications suivantes :

- titre ;
- numéro d'abonnement (le titulaire s'engage à communiquer au client pour chaque titre le numéro d'abonné chez l'éditeur) ;
- ISSN ;
- périodicité ;
- quantité ;
- la période d'abonnement, précisant la date d'échéance (les numéros peuvent être indiqués pour information) ;
- prix public éditeur HT, le taux de TVA ;
- le taux de remise ;
- les frais de gestion.

Le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs révise cette liste en y supprimant ou y ajoutant des titres, puis la liste révisée est retournée au titulaire au plus tard le 30 septembre de l'année N et vaut bon de commande pour l'année N+1.

Nouveaux abonnements :

Pour chaque nouvel abonnement ne figurant pas sur la liste initiale, le titulaire doit présenter, à la demande du service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs, une offre de prix détaillée qui fait apparaître le prix éditeur HT, ainsi que le taux des frais de gestion et le taux de remise spécifiques à cette prestation ; cette offre doit parvenir dans un délai de 15 jours. Sans réponse ou sans justification de retard, au-delà de ce délai, le titre est considéré comme ne pouvant pas être fourni par le titulaire.

Pour ces nouveaux abonnements intervenant en cours d'année, l'alignement des dates d'abonnement sur l'année civile est obligatoire, sous réserve de l'acceptation de cette disposition par les éditeurs.



La liste initiale modifiée par les éventuelles suppressions et commandes supplémentaires fait l'objet d'une mise à jour annuelle : inclusion, dans la liste envoyée par le titulaire au service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs en juin /juillet (au plus tard le 10 juillet) d'une année N, des nouveaux abonnements qui ne figuraient pas dans la liste envoyée au titulaire par la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs en septembre (au plus tard le 30 septembre) de l'année N-1.

Conditions et lieu de livraison

Les documents sont transportés et livrés à destination franco de port, en colis fermés sous la responsabilité du titulaire. Même s'il n'exécute pas lui-même l'expédition des fournitures, le titulaire a la charge et est responsable de la bonne arrivée des périodiques à l'adresse indiquée sur la liste des abonnements, quel que soit le mode d'expédition (voie postale, livraison par porteur ou transporteur). Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison indiqué par l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs est à la charge du titulaire et ne peut être facturée à l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs.

L'adresse de livraison doit être respectée et comprendre le cas échéant la précision « Bibliothèque » sous la raison sociale. Les numéros non reçus restent dus s'ils sont livrés sans précision du service destinataire telle qu'indiqué lors de la commande.

La livraison des périodiques s'effectue par le système traditionnel, c'est-à-dire directement par l'éditeur ou le diffuseur, au service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs ou au destinataire final indiqué lors de la commande.

Les livraisons sont effectuées de 9 h 00 à 17h 00 du lundi au vendredi, sauf jours fériés et périodes de fermeture de l'École.

Pour information, l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs est fermée pendant 5 semaines durant la période estivale des congés scolaires (en général le mois d'août), et 15 jours correspondant théoriquement aux vacances scolaires de la fin de l'année.

La livraison des quotidiens est suspendue durant la période de fermeture estivale et les abonnements sont décalés d'autant.

Toute erreur de suspension du fait du titulaire ou du diffuseur donne lieu à une compensation sous la forme d'un rattrapage sur l'abonnement.



Délais de livraison

Le titulaire s'engage à assurer la régularité des livraisons dans les délais indiqués ci-après, appliqués à compter de la date de parution :

- quotidiens édités en France : le jour-même
- quotidiens édités à l'étranger : 2 jours
- hebdomadaires édités en France ou à l'étranger : 2 jours
- bimensuels édités en France ou à l'étranger : 3 jours
- mensuels édités en France ou à l'étranger : 5 jours
- bimestriels édités en France ou à l'étranger : 8 jours
- trimestriels édités en France ou à l'étranger : 10 jours
- semestriels, annuels et bisannuels édités en France ou à l'étranger : 20 jours

Passés ces délais, la procédure de réclamation est lancée par le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs, qui se réserve le droit d'annuler la commande concernée. Dans le cas où un numéro de périodique manquerait à la livraison, le titulaire s'engage à le fournir ou à le remplacer, et ce dans les plus brefs délais dès le constat effectué par le destinataire.

Si le remplacement est impossible (dans le cas, par exemple, d'un numéro devenu épuisé chez l'éditeur), le titulaire fournit tous les justificatifs nécessaires à prouver cette impossibilité ; le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs se réserve le droit de vérifier auprès de l'éditeur s'il y a impossibilité effective à fournir le numéro manquant. Le titulaire s'engage à fournir un avoir équivalent au prix du numéro non livré.

Le titulaire est tenu d'aviser le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs :

- Soit de la difficulté particulière de livraison et d'en communiquer les motifs
- Soit de l'impossibilité de livraison.

Le délai de fourniture prévu doit être précisé pour toute commande au numéro.

Vérifications, admissions

Il est procédé à une vérification quantitative et qualitative lors de la livraison des numéros.

Le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date d'exemplarisation de l'item livré ou, en l'absence d'exemplarisation, dans un délai de 3 semaines à dater de la livraison.



Tout défaut de fabrication décelé qui rendrait le document inutilisable est signalé au titulaire. Ce dernier assure l'échange des documents sans frais ou, si l'échange est impossible, émet un avoir au profit du pouvoir adjudicateur.

Réclamations

Le titulaire met en place un système de contrôle de la distribution des numéros de périodiques, qui lui permet à tout moment de fournir au service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs les informations de suivi et d'acheminement.

Toute irrégularité fait l'objet d'une réclamation adressée au titulaire par le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs ; à la demande du service de la Bibliothèque, le titulaire doit effectuer une première réclamation auprès de l'éditeur dans les délais suivants :

- le jour-même pour les quotidiens ;
- dans les 2 jours ouvrés pour les autres périodiques.

Le titulaire doit fournir la preuve au service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs de chaque réclamation effectuée auprès de l'éditeur, en mentionnant la date de cette réclamation.

Le titulaire prend en charge la réclamation auprès de l'éditeur jusqu'à l'aboutissement de la commande. Il tient le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs informé, par courrier électronique notamment, des démarches faites et des réponses reçues.

En cas de retard dans la livraison d'un numéro au-delà des délais mentionnés au paragraphe 4 « Délais de livraison » de l'article 8 « Modalités d'exécution », sans justification du titulaire ou si la justification est jugée insuffisante, le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs se réserve le droit d'annuler la commande du titre non livré par le titulaire et d'en faire exécuter la livraison par un autre prestataire. La prestation non exécutée fait l'objet d'un avoir.

En qualité de gestionnaire des abonnements, le titulaire doit s'assurer auprès des éditeurs de la livraison des numéros réclamés. En aucun cas les numéros réclamés ne doivent être à nouveau facturés.

Il est entendu que le titulaire doit, en réservant à cette réclamation la suite la plus favorable et la plus rapide, éviter qu'elle ne se renouvelle.

D'une façon générale, pour toutes les prestations, le non-respect de ces prescriptions est susceptible d'entraîner la résiliation du marché.



Article 8 – Dispositions financières

Contenu et nature des prix

Les prix sont établis en euros.

Le présent marché est traité à prix unitaires appliqués aux prestations réellement exécutées.

La base de référence du prix de l'abonnement est constituée du prix public éditeur le plus avantageux : par conséquent, si l'éditeur propose un tarif préférentiel pour les institutions, c'est ce tarif qui doit être retenu.

Le prix réputé complet comprend le prix éditeur du périodique, le taux de remise consenti, et la rémunération éventuelle du titulaire pour sa prestation de gestion centralisée des abonnements ; il comprend également toutes les charges fiscales, parafiscales, les éco-taxes, les frais de douane et toutes les autres charges frappant obligatoirement les prestations et, d'une manière générale, tous les frais liés aux dépenses nécessaires à l'exécution des commandes dans les conditions stipulées au présent CCP : frais d'importation, d'emballage, de conditionnement, de stockage, d'assurance, de transport et de livraison, sachant que :

- a/ les frais de gestion afférents à chaque abonnement sont exprimés sous forme de taux en pourcentage et sont calculés sur le montant de base non remisé (prix unitaire éditeur HT).
- b/ les taux de frais de gestion et de remise proposés dans l'annexe financière « bordereau des prix unitaires » (annexe n°1) sont applicables pendant toute la durée du marché aux abonnements listés.
- c/ le prix remisé représente le prix éditeur HT augmenté des frais de gestion HT, sur lequel s'applique le taux de remise (indiqué en pourcentage) pour chaque abonnement.
- d/ le taux de TVA applicable au présent marché sera celui en vigueur à la date de la facturation.

Aucun frais de douane supplémentaire ne peut être réclamé après l'établissement du devis.

Le pouvoir adjudicateur s'autorise à exercer des contrôles des prix publics pratiqués directement auprès des éditeurs. En cas d'écart constaté entre le prix public notifié sur la facture et le prix public communiqué par l'éditeur, le titulaire doit justifier l'écart constaté. Si le montant de l'écart au préjudice de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs est jugé significatif, et en l'absence de justification jugée pertinente, le titulaire émet un avoir correspondant à l'écart constaté.



- e/ Le tarif des numéros isolés commandés hors abonnement et déjà parus et diffusés en librairie ne peut pas être révisé après émission du bon de commande selon le devis correspondant.

Les taux de remise consentis sont fermes pour toute la durée du présent marché.

Modalité de révision des prix :

Concernant le prix des abonnements de périodiques, les prix peuvent être révisés au cours du présent marché, à la hausse ou à la baisse, au moment de la facturation, selon les variations des prix pratiqués par les éditeurs.

Les modifications exceptionnelles de prix des éditeurs en cours d'abonnement devront être communiquées à l'ENSAD.

Toute réduction pratiquée par un éditeur devra être répercutée, notamment les baisses de tarifs liées aux abonnements couplés.

Au moment de l'émission des bons de commande, si les prix éditeurs ne sont pas encore connus par le titulaire, ce dernier facture l'abonnement au prix de l'année antérieure. Une facture d'apurement pourra intervenir au plus tard au 1^{er} octobre.

Concernant les frais de gestion, ils sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au moment de la remise de l'offre. Ils pourront être révisés à la date d'anniversaire du présent marché par concertation entre le titulaire et l'acheteur public et avec accord final de ce dernier, sans qu'une éventuelle hausse annuelle ne dépasse +3% et sans que ces frais de gestion n'excèdent 8 % du prix unitaire éditeur HT.

Conditions de règlement :

Factures annuelles

Le règlement est effectué au vu de deux factures annuelles distinctes établies par le titulaire pour les fournitures admises sans réserve par le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs :

- l'une pour les abonnements à destination des usagers de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs (qui représentent la presque totalité des abonnements de l'École),
- l'autre pour les quelques abonnements destinés à l'administration et à la direction de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs.

Ces factures annuelles sont transmises par le titulaire fin janvier-courant février de l'année N : elles correspondent aux prestations de l'année N inscrites sur le bon de commande émis courant septembre (au plus tard le 30 septembre) de l'année N-1. Les prix indiqués sur les



factures peuvent intégrer, le cas échéant, la révision des prix éditeurs d'une année sur l'autre (voir chapitre 9 article 2 ci-dessus par application de l'article R.2112-13 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Factures ponctuelles

Ce sont de factures séparées pour tous les nouveaux abonnements pris en cours d'année ne figurant ni sur la liste de commandes établie par le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs en septembre ni sur la facture qui suit en janvier-février.

Ces abonnements sont inclus dans la liste de commandes et la facture annuelle suivantes.

Le paiement des achats de numéros isolés déjà parus et diffusés en librairie est fait après réception des ouvrages.

Modalité de règlement :

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, par virement administratif, sur le compte bancaire ou postal du titulaire dont les coordonnées figurent sur l'acte d'engagement et dont un original est fourni à l'administration.

Outre les mentions légales, chaque facture doit comprendre les indications suivantes :

- les nom, adresse du fournisseur tels qu'ils figurent à l'acte d'engagement ;
- les coordonnées bancaires et l'IBAN du fournisseur tels que précisés à l'acte d'engagement ;
- les nom et adresse du client ;
- le n° du présent marché ;
- la date d'établissement de la facture. Et pour chaque titre ;
- le prix HT éditeur ;
- les dates de début et de fin d'abonnement ;
- le taux des frais de gestion en pourcentage (calculé sur le prix HT éditeur) ;
- le taux de la remise consentie, en pourcentage du prix HT éditeur augmenté des frais de gestion ;
- le montant de la remise consentie ;
- le prix remisé HT [(prix éditeur + frais de gestion) – remise] ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le prix remisé TTC.

Les factures et avoirs sont à déposer sur la plateforme CHORUS:

www.chorus-pro.gouv.fr



en utilisant le numéro Siret de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs : **197 534 704 00014**

Délais de paiement

Le mode de règlement est le virement administratif.

Conformément à l'article R.2192-10 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique, le mandatement de la facture intervient dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture ; ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service financier, après service fait et admission des prestations. Ce délai peut être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation.

Le défaut de paiement dans un délai de trente jours (30 jours) fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs.

Avance :

En vertu de l'article R2191-3 du code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'une avance.

Règlement d'un sous-traitant

Les paiements sont répartis entre le Titulaire et chacun de ses sous-traitants à concurrence du montant indiqué dans l'Acte d'Engagement ou dans chaque déclaration de sous-traitance.

Dans le cas d'un Groupement d'Entreprises, si une partie des prestations est sous-traitée, les paiements sont répartis entre le Titulaire du marché et de chacun des cotraitants à concurrence du montant indiqué dans l'Acte d'Engagement ou dans chaque déclaration de sous-traitance.

Le paiement effectif du sous-traitant est subordonné à la production, par le titulaire

- d'une copie des prix unitaire du BPU mettant en évidence la part des prestations sous-traitées,
- du pourcentage de la prestation exécutée,
- de l'attestation de paiement direct.



Article 9 – Assurance

Le titulaire est responsable des dommages suivants :

- Dommages ou préjudices de toute nature qui pourraient être causés à ses propres préposés ou à ceux de ses sous-traitants et à leurs biens du fait de leur prestation objet du présent marché,
- Dommages ou préjudices de toute nature qui pourraient être causés par ses préposés, aux biens de l'ENSAD, aux agents et public de l'ENSAD et à Leurs biens, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens, et trouvant leur origine lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire et ses assureurs garantissent l'ENSAD de toutes actions ou réclamations de tiers (y compris ses personnels) contre tous dommages ou préjudices pour les dommages ci-dessus mentionnés.

Pour couvrir sa responsabilité définie au présent marché, le titulaire déclare avoir garanti auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut encourir pour les dommages causés à l'occasion ou du fait de l'exercice de ses activités.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du contrat les couvertures d'assurance susvisées et à en justifier à première demande de l'ENSAD, pour chaque année d'exécution du marché.

Le titulaire fournit dans les 15 jours suivant la notification du marché, les attestations d'assurance correspondant aux différents risques.

De même, le titulaire fournit une attestation d'assurance après chaque modification ou renouvellement de ses polices d'assurance.

Dans tous les cas de constatation de dommage, le titulaire déclare le sinistre à ses assureurs, prend immédiatement toutes mesures conservatoires en accord avec l'ENSAD, pour garantir les résultats du marché.

Article 10 – Sous-traitance

Au-delà des modalités de règlements spécifiques détaillées à l'article 9 du présent document, le titulaire recourant à la sous-traitance devra respecter l'ensemble des dispositions en vigueur, notamment celles de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Article 11 – Dispositions environnementales

Le titulaire prend toutes les dispositions et mesures pour limiter ou supprimer l'impact négatif de ses activités sur l'environnement. Le mémoire technique ou une note dédiée sur la politique



environnementale du Titulaire confirme et explicite ses objectifs au titre du développement durable.

Le titulaire devra veiller à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

Article 12 – Pénalités

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont demandées dans les délais, il doit en informer immédiatement le service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs, en tout état de cause, avant l'expiration de ces délais.

L'impossibilité d'assurer le renouvellement d'un abonnement à la bonne date sans raison motivée donne lieu à des pénalités selon les termes définis ci-dessous, en sus de l'avoir ou du report d'abonnement compensant le retard.

Il doit soumettre en même temps à l'appréciation du service de la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs les justifications qu'il pourrait éventuellement fournir.

Si le titulaire néglige de s'y conformer il est pénalisé, sans mise en demeure préalable, comme suit :

- Les pénalités sont forfaitaires, non révisables, cumulables.
- Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au titulaire. A réception, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités. Le montant des pénalités établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre des factures émises.

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect de ses obligations dans les délais contractuels, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités égales à 10% du montant de la prestation non livrée.

Article 13 - Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché concerné et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.



Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à adresser à M. Lanussé à l'adresse suivante : jean-hugues.lanusse@ensad.fr

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, l'ENSAD peut, après mise en demeure du titulaire :

- appliquer une pénalité dont le montant s'élève à 100 euros par jour d'infraction. Les pénalités s'appliquent jusqu'à ce que la situation litigieuse cesse et pour une période maximum de 15 jours.
Cependant, le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L 8224-2 du code du travail et dans la limite de 10% du montant consommé sur le marché concerné à la date d'expiration du délai laissé au titulaire pour faire cesser la situation litigieuse ;
- résilier le marché concerné sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Il est précisé que, pour tous les marchés d'un montant supérieur à 5000 euros H.T., l'article L.8222-1 du code du travail impose à l'administration d'obtenir de la part de ses prestataires, tous les six mois et, jusqu'à la fin de la durée d'exécution du marché, la production des pièces établissant qu'il s'acquitte des formalités relatives au travail dissimulé.

Le titulaire doit fournir à l'EnsAD, tous les six mois durant l'exécution du marché, les attestations sociales et fiscales, ainsi que la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnés aux articles L.5221-2, L.5221-3 et L.5221-11 du code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Article 14 – Modification en cours d'exécution du marché

Par application de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier au pouvoir adjudicateur ou son représentant, les modifications survenant en cours d'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- à la forme de la société ;
- à la raison sociale de la société ou à sa dénomination ;
- à son siège social ;
- et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.



Article 15 – Conditions de résiliation du marché

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci :

- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-FCAS,
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS,
- soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG-FCS

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 16 – Règlement des différends

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Toute difficulté dans l'interprétation, ou l'exécution du présent marché, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, est soumise à la juridiction de droit public.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le tribunal administratif de Paris.

Article 17 – Dérogation au CCAG-FCS

L'article 12 du présent CCP intitulé « pénalités » déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

A Paris.....le,

le Titulaire